

L'économie de la nature

Partage international n° 231 - Novembre 2007

Interview de Vandana Shiva par Jason Francis

Vandana Shiva, physicienne indienne auteure de nombreux ouvrages et directrice de recherche à la Fondation pour la science, la technologie et l'écologie de New Delhi, est aussi une militante écologiste de longue date, animant notamment le réseau associatif Mouvement pour une justice mondiale. Elle vient d'écrire Earth Democracy : Justice, Sustainability and Peace (Démocratie planétaire : justice, durabilité et paix). Jason Francis l'a interviewée pour Partage international.

Partage international : *Quels sont les principes de ce que vous appelez « démocratie planétaire » ?*

Vandana Shiva : Le premier principe, c'est la reconnaissance que nous sommes, d'abord et avant tout, des enfants de la Terre et que nous la partageons avec d'autres espèces. Que notre identité première, c'est d'appartenir à une communauté terrienne, et que toutes nos autres identités sont secondes, qu'elles concernent le sexe, la race, la langue ou la religion. Cette prise de conscience engendre un sens de nos responsabilités et de nos devoirs, ainsi que des droits qui découlent de ces derniers. La démocratie planétaire ne peut se fonder que sur l'acceptation de la diversité - qu'il y aura de la différence dans le monde - pour, forte de cette acceptation, créer les conditions de la paix sur Terre. Si nous formons une famille sur cette planète et que cette dernière est en état de se renouveler sans cesse - dans la mesure où les humains, par une surexploitation et une « surextraction » de ses richesses, ne faussent ni ne détruisent ses cycles de renouvellement - le partage de ces richesses limitées devient un facteur clé dans la démocratie planétaire.

PI. *Pouvez-vous préciser votre idée des trois économies majeures à l'œuvre dans le monde, leurs relations entre elles et la démocratie de la Terre ?*

VS. Nous réduisons généralement l'économie au marché, et même au marché mondial, parce que nous nous considérons comme des consommateurs, non des créateurs œuvrant au côté de la nature. Les deux principales économies sur lesquelles repose la vie sont l'économie de la nature, dont les capacités de

production dépassent de loin celles que pourra jamais atteindre l'humanité, que ce soit par la pollinisation des insectes, le recyclage de l'eau, les cycles hydrologiques. Vient ensuite l'économie durable, humaine, où nous produisons de quoi satisfaire nos besoins fondamentaux : l'eau, la nourriture nécessaires à la vie, un abri pour nous protéger des excès de chaleur ou de froid. Elle nous permet de nous occuper de nos enfants, des personnes âgées et malades. Elle est au service de tous, personne n'est « jetable ». Ce qui n'est pas le cas dans l'économie de marché, pour laquelle 97 % des humains ne sont que des objets.

Dans un système durable, l'économie majeure est celle de la nature ; la seconde, celle où, par ses propres soins, l'humanité se sustente et se régénère en permanence en tant que communauté, réseau social. Vient enfin, loin derrière par son importance, l'économie de marché. Du point de vue financier, le seul qu'elle connaisse, elle se caractérise par la circulation de trilliards de dollars chaque jour autour de la planète, somme 70 fois supérieure à l'ensemble des biens produits par les hommes. Nous disposons ainsi de bien plus d'argent que celui dont nous aurions besoin pour nous procurer les ressources et les biens dont nous avons besoin. Mais cette croissance dans le monde virtuel de la finance se fait au prix de la destruction de l'économie de la nature - une des illustrations les plus spectaculaires et tragiques étant la destruction de la forêt amazonienne par l'extension de champs de soja destinés à nos voitures. Elle se fait aussi aux dépens de l'économie durable, sur laquelle sont fondées toutes les activités d'auto-organisation, de soins, la vie des familles et des communautés. Lorsque l'économie de marché avance, particulièrement sous son aspect financier, l'économie naturelle recule (c'est ce que l'on appelle la crise écologique) ainsi que l'économie durable (crise de la pauvreté et de l'aliénation humaine).

PI. *Vous avez écrit sur le mahatma Gandhi, qui a pratiqué la non-violence (« ahimsa »). Quelle part cette attitude tient-elle dans les trois économies ?*

VS. L'économie naturelle est fondée sur la non-violence. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de chaînes alimentaires, que les tigres ne seront pas des prédateurs, mais que le cycle de la vie se régénère lui-même. De même que l'économie durable, qui a pour premier principe de ne pas nuire. Ce n'est malheureusement pas le cas du fonctionnement de l'économie de marché, qui est intrinsèquement

violent. Violent vis-à-vis de la Terre, mais aussi violent vis-à-vis des gens : c'est lui qui expulse les fermiers de leurs terres. Une décennie de soi-disant « libéralisme économique » ont conduit à 150 000 suicides de paysans indiens du fait de dysfonctionnements d'une économie où les coûts de production agricole dépassent de loin les revenus que l'on peut tirer de la terre - ce qui est dans la nature même de cette mondialisation pervertie. Cette violence affecte également les relations humaines ; par exemple, dans une société où l'on cesse de produire pour ne plus être que des consommateurs, les femmes, qui sont des partenaires égales dans les économies productives, en arrivent à être considérées comme des parasites, comme en Chine et en Inde, où la violence aux futures générations de femmes prend la forme de l'avortement des filles. Ces niveaux de violence commencent à engendrer une société où tout n'est que marchandise. Et quand les humains en arrivent là, ils deviennent automatiquement des objets jetables.

PI. *Qu'est-ce que le « biopiratage » et « l'hydropiratage » ? Pourriez-vous donner un exemple de leurs impacts écologiques et sociaux ? Quel est leur rapport avec les accords commerciaux ?*

VS. Dans la Démocratie de la Terre est profondément ancrée l'idée que les ressources de la planète sont des dons qui doivent être partagés par tous selon leurs besoins, et non pas satisfaire les appétits d'une poignée d'individus. Les accords commerciaux, malheureusement, consistent à privatiser ces ressources communes pour le plus grand profit de quelques multinationales.

L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), signé dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), force en effet les pays à créer de la propriété dans la vie - dans les semences, les plantes, les animaux et les microbes. Ce qui revient, littéralement parlant, à voler la connaissance et la biodiversité à des pays financièrement pauvres mais riches par leur diversité. Exemples de ce biopiratage : la brevétisation du neem (une arbre sacré de l'Inde) par le gouvernement américain et la multinationale chimique WR Grace. Il nous a fallu onze ans de lutte acharnée pour faire reconnaître que ce brevet n'était ni plus ni moins que du biopiratage de nos connaissances et le faire annuler ; ou encore la brevétisation par la société texane RiceTec d'un fameux riz aromatique (le basmati) issu de la vallée de Doon dans les Himalayas, ou par Monsanto d'une ancienne variété de blé très pauvre en gluten mais qui tire sa valeur de l'augmentation des allergies alimentaires.

En ce qui concerne l'eau, les accords commerciaux ainsi que le Programme structurel de la Banque

mondiale et l'OMC contraignent à sa privatisation. Pour ces traités, les biens et les services tirés de l'environnement ne sont rien de plus que des marchandises mises à la disposition des multinationales les plus offrantes, comme Bechtel, Suez, Veolia, Thames-RWE et Saur. L'eau étant une ressource naturellement considérée comme commune, ces sociétés ne peuvent en tirer profit qu'en la volant à des communautés.

On a eu un exemple dramatique de cet hydropiratage avec Coca-Cola. Chaque site de production de cette société prélève de 1,5 à 2 millions de litres d'eau de source par jour appartenant à une communauté, sans lui demander sa permission. Les femmes d'un village du Kérala se sont aperçues, quelques temps après, que « leur » eau disparaissait, qu'il leur fallait parcourir dix km pour trouver de l'eau potable. Elles ont alors entamé la lutte contre cet hydropiratage, ce vol de leur eau, pour reprendre leurs termes. J'ai participé à ce mouvement, qui a réussi à faire fermer le site il y a quelques années.

Autre cas d'hydropiratage, la privatisation de l'eau dans les villes où les multinationales pompent l'eau commune des rivières pour la distribuer à des prix très élevés à une population qui en disposait avant gratuitement. Voilà les effets du biopiratage et de l'hydropiratage.

PI. *Cela crée-t-il des monocultures mondiales ? Et qu'entendez-vous par « monocultures mentales » ?*

VS. Il ne fait pas de doute que ces formes de piratage créent une monoculture mondiale. Les quantités d'eau disponibles engendrent des cultures hydrologiques spécifiques. Ainsi, dans le désert du Rajasthan, par exemple, avec ses 6 cm de pluie par an, on a de magnifiques systèmes de conservation qui permettent à la population de disposer d'eau pour ses besoins divers tout au long de l'année. C'est très différent du Kérala dont la richesse hydrologique produit de tout autres relations humaines. Ces « hydrocultures » sont détruites par une monoculture, pour laquelle l'eau est quelque chose qui provient embouteillée de Coca-Cola ou de Pepsi-Cola. Cette monoculture nous sépare de la nature et de ses cycles hydrologiques ; elle nous coupe complètement de la communauté dans la mesure où, au lieu de nous sentir responsables d'un bien commun comme l'eau de la Terre, nous devenons des consommateurs qui allons nous approvisionner dans les supermarchés.

De même, chaque société a ses propres plantes, sa propre faune, qui ont façonné son alimentation et sa médecine. Aujourd'hui, la monoculture s'étend au même rythme que le biopiratage. Celui-ci ne reproduit pas la générosité de la nature ; il réduit cette richesse stupéfiante à une poignée de cultures. On disposait autrefois de 7 500 plantes médicinales

en Inde, de 8 500 variétés de plantes diverses. Aujourd'hui, le commerce international n'en offre plus que quatre. L'augmentation de la production de coton, de soja, de blé se fait aux dépens de la diversité.

Ce que j'ai appelé « monocultures mentales » consiste fondamentalement à prendre conscience que ce rétrécissement du monde - un monde très riche et divers que nous recevons de la nature - se produit d'abord dans notre esprit, un esprit cartésien, mécaniste, qui construit le monde d'une manière abstraite puis la reproduit monoculturelle, la projette sur le monde en en détruisant la diversité.

PI. *Quelles sont les conséquences de l'agrobusiness sur la production et les pratiques alimentaires mondiales ?*

VS. L'homogénéisation mondiale de l'alimentation est à la racine d'une crise quadruple. Le premier aspect de cette crise, c'est la lourdeur, le côté Attila de son empreinte écologique. Le business agricole consomme dix fois plus d'énergie qu'il ne produit de nourriture ; dix fois plus d'eau que l'agriculture biologique - ce qui veut dire que, de ce point de vue, son rendement lui est dix fois inférieur. Il remplace les humains et leur créativité par l'utilisation de combustibles fossiles avec ce qu'ils comportent comme production de CO₂, de produits toxiques et d'une mécanisation démesurée. Ce qui conduit, d'un côté, à une augmentation de la toxicité de la planète et de notre alimentation et, de l'autre, à une aggravation de l'effet de serre.

Le second aspect de cette crise consiste dans la destruction du fermage. Les fermiers deviennent de plus en plus une espèce en voie de disparition, qui pourraient disparaître dans les toutes prochaines décennies si nous ne réorganisons pas le système mondial d'alimentation.

La troisième crise, conséquence de cette dérive de

l'alimentation mondiale, est ce que j'appelle la « bombe sanitaire », qui a également deux dimensions. La première, c'est qu'à mesure que la production et la distribution alimentaires sont industrialisées, l'alimentation devient hors de portée de ceux qui la produisent. Elle s'oriente là où il y a du pouvoir d'achat, ce qui plonge un milliard d'humains dans les affres de la malnutrition. Mais il y a aussi une malnutrition des riches : deux milliards souffrent des conséquences d'une mauvaise alimentation. Trois milliards, soit la moitié de la population mondiale, se voient fermer les portes de la santé - la santé étant la principale raison pour laquelle on se nourrit, par laquelle on entretient notre machinerie biologique. Enfin, le quatrième aspect de cette crise est celle de la culture. Nous sommes ce que nous mangeons ; la nourriture constitue une partie importante de notre identité. Les différences de culture sont nées de modes de production alimentaires locaux : l'Inde est ainsi très végétarienne ; il existe également un régime méditerranéen. Les progrès de l'industrialisation et de la mondialisation de notre alimentation réduisent celle-ci à une monoculture appauvrie et polluée par les engrais toxiques, en font une véritable malédiction pour l'humanité. Et cette aliénation est évidente dans les troubles d'anorexie et de boulimie de la jeune génération, qui prouvent on ne peut plus clairement à quel point l'humanité a fait de son alimentation une malédiction.

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (États-Unis).

Sources : www.navdanya.org

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()